



FAITS SAILLANTS DE LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE: MARDI, 3 JUIN 2008

La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie s'est ouverte le 3 Juin 2008, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome, Italie. Dans la matinée, après une séance plénière d'ouverture, un Segment de haut niveau s'est tenu. Dans l'après midi, le Segment de haut niveau a repris ses travaux et un Comité plénier (CP) s'est réuni pour examiner le projet de texte de la Déclaration de la Conférence. Le CP a décidé de tenir une autre réunion du Groupe de travail informel à composition non-limitée pour procéder à cet examen.

SÉANCE PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Giorgio Napolitano, Président de l'Italie, a déclaré que la crise alimentaire constitue une menace pour les progrès accomplis à ce jour vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et a suggéré que les pays développés procèdent à une réévaluation critique de leurs politiques passées. Il a souligné la nécessité de regarder au-delà de l'urgence et de centrer les efforts sur l'amélioration de la production agricole à long-terme. Il a indiqué que les mécanismes du marché ne suffiront pas pour surmonter la crise et a appelé à des stratégies et à des mesures conçues au sein du système de l'ONU et mises en œuvre à travers ce dernier.

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies, a souligné que bien que la crise alimentaire pût compromettre le travail accompli dans la consolidation des démocraties, elle constitue également une occasion historique pour revoir les politiques passées et pour revitaliser l'agriculture. Il a résumé certaines des recommandations formulées par le Groupe de travail spécial des Nations unies sur la crise alimentaire mondiale et a exhorté les participants à travailler en partenariat, avant d'appeler à un consensus international plus large sur les biocarburants.

Dans un message transmis par Tarcisio Bertone, Secrétaire d'État du Saint-Siège, le Pape Benoît XVI a fait du droit à l'alimentation une question d'éthique et a demandé aux participants de respecter la dignité de tous les peuples. Il a souligné l'importance des réformes structurelles pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire et du changement climatique.

Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a souligné que la réunion était devenue un «sommet de fait», en raison de la crise alimentaire. Exprimant sa déception face à l'insuffisance des fonds fournis pour les programmes qui auraient pu assurer la sécurité alimentaire mondiale, il a appelé à des solutions novatrices et a exhorté les délégués à mener les discussions dans un esprit non-partisan.

Gianni Alemanno, Maire de Rome, a déploré que les OMD risquent de ne pas être atteints.

Les délégués ont élu Silvio Berlusconi, Premier Ministre de l'Italie, Président de la Conférence de haut niveau; Denis Sassou Nguesso (Congo), Masatoshi Wakabayashi (Japon), Iztok Jarc (Slovénie), Leonel Fernandez (République dominicaine), Amin Abaza (Égypte), Mark Keenum (États-

Unis) et Jim Anderton (Nouvelle-Zélande) Vice – présidents et comme Rapporteur, Leonel Fernandez (République dominicaine).

Les délégués ont ensuite adopté l'Ordre du jour et le programme de travail (HLC/08/2 Rev.5), avant de procéder à la constitution du Comité plénier qui sera présidé par Denis Sassou Nguesso (Congo) et à d'autres arrangements (HLC/08/2-Rev.5 et HLC/08/INF/9-Rev.1).

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Note de l'éditeur: pour la couverture textuelle et audio de certains orateurs, visiter :

<http://www.fao.org/foodclimate/conference/statements/day1-am/en/>

Les Chefs d'États et de gouvernements suivants ont fait des déclarations au Segment de haut niveau : Muhammad Hosni Mubarak, Égypte; Luiz Inácio Lula da Silva, Brésil; Yasuo Fukuda, Japon; Danilo Türk, Slovénie; Isaias Afwerki, Érythrée; Cristina Fernández de Kirchner, Argentine; Mahinda Rajapaksa, Sri Lanka; Nicolas Sarkozy, France; José Luiz Rodríguez Zapatero, Espagne; Ismaël Omar Guelleh, Djibouti; Stjepan Mesić, Croatie; Mahmoud Ahmadinejad, République islamique d'Iran; Marc Ravalomanana, Madagascar; Robert Mugabe, Zimbabwe; Bamir Topi, Albanie; Abdoulaye Wade, Sénégal; James Alix Michel, Seychelles; Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi, Mauritanie; Hifikepunye Pohamba, Namibie; Boni Yayi, Bénin; Amani Abeid Karume, représentant de Jakaya Mrisho Kikwete, Tanzanie; Mohamed Ghannouchi, Tunisie; Josaia Voreqe Bainimarama, Fiji; Ali Mohammed Mujawar, Yémen; Guillaume Kigabafory Soro, Côte d'Ivoire; Denzil L. Douglas, Saint Kitts et Nevis; Jim Marurai, Îles Cook; et Youssef Saleh Abbas, Tchad

Les ministres des pays suivants ont fait des déclarations au Segment de haut niveau: Chine; États-Unis; Inde; Royaume Uni; Fédération de Russie; et Allemagne. Les Vice-présidents de Cuba et d'Afrique du Sud ont également pris la parole.

Les représentants de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes et de la FAO ont également prononcé des allocutions au Segment de haut niveau. Les délégués ont entendu les déclarations des représentants : de l'Organisation mondiale de la santé; de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement; du Conseil exécutif de l'Alliance des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI); et de l'Organisation mondiale du commerce.

Les orateurs ont dans leur ensemble, reconnu l'opportunité de la Conférence de haut-niveau et l'urgence de la crise alimentaire. Bon nombre d'entre eux ont fait référence au Sommet mondial sur l'alimentation de 1996 et souligné le peu de progrès accomplis depuis lors, et à la menace que comporte la crise actuelle pour la réalisation des OMD. Ils ont convenu que cette crise est une crise de la production alimentaire, en même temps qu'une crise de la distribution alimentaire et de l'accès à la nourriture. Ils ont lancé un appel vibrant à la solidarité internationale et à une volonté politique forte.

Certains orateurs ont mis l'accent sur les questions interdépendantes de l'alimentation, de l'énergie et du changement climatique et ont souligné que l'augmentation des coûts du carburant et des frais de transport, la dévaluation des devises et la spéculation du marché ont conduit à une hausse des prix des produits alimentaires. Un orateur a ajouté

Le Bulletin de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, publié par Bulletin des négociations de la terre © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Nienke Beintema, Dan Birchall, Alice Bisiaux, et Kate Neville. Éditrice numérique: Angeles Estrada. Version française: Hélène Kom - révision: Myriam Gadhoun. Éditrice: Catherine Ganzleben, D.Phil. <cathy@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par la FAO. L'IIDD peut être joint au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; télécopieur: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont transmises à travers les listes de diffusion par courrier électronique (formats HTML et PDF) et sont disponibles sur le site Internet <http://www.iisd.ca>. Pour tout renseignement sur le Bulletin, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service Information de l'IIDD par courrier électronique à <kimo@iisd.org>, par téléphone, au +1-646-536-7556 ou par voie postale, au 300 East 56th St. 11A, New York, NY 10022, USA. L'équipe de l'IIDD couvrant la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale est joignable par courriel à <alice@iisd.org>.

que les produits qui dépendent du pétrole tels que les engrais chimiques et les équipements agricoles ont contribué de manière significative à l'augmentation des coûts.

Soulignant le rôle des subventions agricoles et des réglementations sur la limitation des importations dans la crise alimentaire actuelle, la plupart des pays en développement ont appelé à leur suppression. Divers orateurs ont souligné la nécessité pour les petits exploitants agricoles d'accéder aux marchés internationaux. Des délégués des pays en développement ont également souligné la nécessité de centrer l'aide sur l'accroissement de la productivité, la recherche scientifique et le renforcement des institutions. Plusieurs orateurs ont appelé à un soutien supplémentaire aux activités de renforcement des capacités du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds international de développement agricole (FIDA), tandis que d'autres ont insisté sur la nécessité d'investir dans le développement rural et dans les transferts de technologie. Certains ont souligné que l'alimentation représente un pourcentage des dépenses des ménages largement plus important dans les pays en développement que dans ceux du Nord.

Il y a eu une divergence de points de vue sur les biocarburants. Alors que certains estimaient que tant que la faim sévit, les terres arables ne devraient pas être utilisées pour la production de carburant, d'autres ont soutenu qu'une production « raisonnable » de biocarburant est possible, importante pour l'emploi et le bien-être, et nécessaire compte tenu de la pénurie énergétique mondiale.

Certains orateurs ont souligné la vulnérabilité des femmes, des enfants et des petits exploitants agricoles face à la crise alimentaire, ainsi que celle des petits États insulaires en développement face aux effets des changements climatiques. Un intervenant a souligné la menace que constitue la flambée des prix des produits alimentaires pour la paix. Un autre orateur s'est dit déçu par la Conférence et a demandé l'organisation de réunions régionales.

Plusieurs orateurs ont indiqué que la crise présente des possibilités, et ont attiré l'attention sur l'amélioration de stratégies nationales de sécurité alimentaire et sur le potentiel de la hausse des prix des produits alimentaires à accroître la contribution du secteur agricole à la croissance économique. Les projets en cours, notamment : le Mécanisme pour un développement propre, le Programme global de développement de l'agriculture en Afrique, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, et le Groupe de travail spécial de haut niveau des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale, ont aussi été soulignés comme des mesures positives. Un intervenant a relevé que certains secteurs de la production agricole ont tiré profit de la hausse des prix des produits alimentaires, tandis qu'un autre a souligné que la crise alimentaire crée une opportunité pour les pays en développement dotés d'un important potentiel agricole.

De nombreux intervenants ont souligné les mesures à court terme, notamment l'augmentation de l'aide alimentaire et de l'aide internationale pour la coopération et le développement fournies par les pays développés, ainsi que la volonté de répondre aux besoins d'urgence en libérant des denrées alimentaires provenant des stocks gouvernementaux. Des mesures immédiates pour assurer de bonnes récoltes au cours des deux prochaines années ont été également recommandées. Un certain nombre de pays ont présenté les mesures nationales d'urgence qu'ils ont adoptées pour faire face à la crise alimentaire.

À propos des mesures à moyen et à long termes, de nombreux orateurs ont appelé : à l'achèvement de la série des négociations de Doha; au renforcement de la coordination et de la coopération aux niveaux international et régional; à un rôle de chef de file pour le système des Nations Unies; à une production durable de biocarburants; au développement d'autres sources d'énergie renouvelables et à l'aide pour l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole. Bon nombre d'entre eux ont exhorté à l'amélioration de la productivité dans les pays en développement, afin de leur permettre de satisfaire la demande intérieure et de devenir de nouveau des exportateurs nets de produits alimentaires. Parmi les autres suggestions figuraient : un mécanisme mondial pour créer un tampon contre les fluctuations dans la production alimentaire, la création des banques de semences; et d'un groupe international d'experts sur l'agriculture.

Quelques intervenants ont également appelé à une amélioration de l'accès au financement et à la nouvelle génération de biocarburants. Certains ont parlé de la nécessité de promouvoir des orientations scientifiques dans le développement de la bioénergie et d'une étude plus approfondie des impacts de la production de biocarburants sur les prix des produits alimentaires.

COMITÉ PLÉNIER

James Butler, Sous-directeur général de la FAO, a appelé les participants à agir « avec audace, rapidité et équité, » et de prendre des mesures urgentes pour relever les défis posés à la sécurité alimentaire. Sassou Nguesso, Président du CP, a demandé que la déclaration soit consistante, reflète la nécessité de développer les biocarburants et apporte une réponse aux défis liés au changement climatique. Il a souligné que le monde entier attend beaucoup de ce processus. Les co-présidents du Groupe de travail informel à composition non limitée ont expliqué le processus de rédaction, et ont exhorté les délégués à maintenir l'esprit de coopération dans la poursuite du débat et dans la recherche d'un consensus sur la déclaration.

Les participants se sont concentrés essentiellement sur les questions de procédure pour le travail sur le document, alors qu'il y a eu d'autres discussions importantes. L'Argentine s'est dite préoccupée par le fait que seules quelques causes de la crise alimentaire ont été mentionnées, et a suggéré qu'il serait plus utile de décrire les causes de manière générale et de mettre l'accent sur les solutions. Le Brésil a suggéré d'inclure une référence aux ressources en eau. Les suggestions relatives à la procédure incluaient la convocation d'une réunion du groupe des Amis du président, la suppression des crochets dans le texte du CP et une autre réunion du Groupe de travail informel à composition non-limitée. Les délégués se sont accordés sur ce dernier point.

DANS LES COULOIRS

Au moment où les délégués étaient réunis à Rome le mardi, ils semblaient bien conscients de la lourde responsabilité qui leur incombait : formuler des stratégies concrètes et des solutions pratiques pour faire face à la crise alimentaire mondiale grandissante. La présence de quelque 30 Chefs d'États et de gouvernements à cette rencontre qui a été décrite comme un « sommet *de fait* » par le Directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a renforcé leur sentiment de l'urgence. Certains délégués ont fait observer que les déclarations de divers dirigeants politiques ont servi un objectif politique consistant à affirmer l'importance du problème, et ont réussi à aller jusqu'au cœur même de la situation : l'incertitude et la discussion - certains disent spéculation - sur les causes de la crise actuelle et leur importance relative.

Les pays en développement ont saisi l'occasion pour réitérer leur appel à une réforme radicale du régime commercial mondial. Bien que certaines grandes nations agricoles mettent en évidence les avantages - et la nécessité - de la production des biocarburants, un orateur a déclaré que « nourrir des gens qui ont faim devrait avoir priorité sur des appareils énergivores ». Dans ce contexte, l'absence remarquable d'intérêt pour le développement des biocarburants de deuxième et de troisième générations semble très surprenante, non seulement parce que les biocarburants de la première génération sont en concurrence avec les cultures vivrières, mais aussi parce que la flambée des prix du pétrole pourrait être une cause importante, mais sous-estimée, de la crise alimentaire actuelle. Comme l'ont fait remarquer certains, la prochaine génération de biocarburants pourrait bien représenter une solution prometteuse pour les coûts croissants des activités agricoles.

En ce qui concerne le troisième pilier de la Conférence, certains délégués ont noté avec préoccupation que les changements climatiques semblent avoir été éclipsés par la gestion de la flambée des prix des produits alimentaires. Déplorant ce changement de priorité, un délégué a fait observer qu'à long terme, les changements climatiques pourraient s'avérer une menace plus importante pour la sécurité alimentaire que toutes les autres menaces combinées.